

Le très hon. M. Diefenbaker: Pardon?

M. McIlraith: Il note simplement vos propres termes.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le chef de l'opposition dit «initiales». Qu'on me permette d'ajouter que telles étaient les dispositions de l'entente au moment où le gouvernement britannique a adressé ses lettres d'intention au gouvernement dont l'honorable député faisait partie et qui les a acceptées.

L'hon. M. Pearson: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le premier ministre répond probablement ici à la question de l'honorable député d'Assiniboia. Il m'a cependant mis en cause, et j'espère qu'on me permettra de répondre aux déclarations qu'il a formulées à mon endroit et qui ne se rapporte pas à la question.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, voici le texte de la déclaration de l'organisme britannique:

On a appelé l'attention de l'Administration de l'énergie atomique sur des déclarations publiées récemment à propos de la correspondance échangée en 1957 entre l'Administration et l'*Eldorado Mining and Refining Limited* visant l'achat de 12,000 tonnes d'uranium de 1963 à 1966. En 1958, l'Administration a dit que par suite de la modification du programme d'énergie atomique du Royaume-Uni, elle aimerait négocier à nouveau les conditions de cette entente. Depuis ce temps, et plus récemment, soit en novembre 1960, l'*Atomic Energy Authority* et l'*Eldorado* ont eu des pourparlers au sujet de la possibilité d'apporter d'importants rajustements au programme. Les entretiens entre l'*Atomic Energy Authority* et l'*Eldorado* se poursuivent et sont censés être repris à Londres d'ici quelques semaines. Ces pourparlers ne portent aucunement sur le contrat relatif à la livraison de 10,500 tonnes d'uranium canadien intervenu à la suite de conventions encore en vigueur.

Je signale ici que peu après l'échange de lettres d'intention, le gouvernement du Royaume-Uni a commencé à revendiquer des modifications à la teneur de ses engagements avant la signature du contrat officiel et les discussions à ce sujet se sont continuées à titre intermittent depuis lors. Les lettres mentionnées dans la déclaration du Royaume-Uni à ce propos ont été échangées en mars, avril et mai 1957, entre Sir Edwin Plowden, président de l'*Atomic Energy Authority*, et M. W. J. Bennett, alors président de l'*Eldorado*.

Sir Edwin a demandé à M. Bennett si l'*Eldorado* était disposée à fournir 12,000 tonnes d'oxyde d'uranium du 31 mars 1961 au 31 décembre 1966, au prix de \$8 (devises américaines) la livre, prix auquel l'*Eldorado* peut se le procurer aux termes des options portant continuation des achats d'uranium de la part des producteurs qui détiennent des contrats avec l'*Eldorado* en vertu du programme d'approvisionnement des États-Unis. D'après l'engagement pris par M. Bennett, l'*Eldorado*

fournirait la quantité en question à ces conditions. M. Bennett s'était auparavant assuré que les États-Unis consentiraient à libérer cette quantité de celle qui était sous option et il avait demandé à sir Edwin de confirmer que l'autorité compétente du Royaume-Uni achèterait la quantité en question ce qu'elle a d'ailleurs fait. Ces engagements n'ont pas été rédigés sous forme de contrat. La correspondance a commencé le 29 mars 1957 à ce sujet et s'est poursuivie pendant quelques semaines entre le président de l'*Eldorado Mining and Refining Company* et l'Administration de l'énergie atomique britannique.

Tout cela s'est passé juste trois jours après la conférence qui s'était déroulée entre les premiers ministres britanniques et canadiens aux Bermudes et à laquelle assistaient également d'autres ministres. Ces réunions ont eu lieu les 25 et 26 mars 1957. Si quelqu'un prétend n'en rien savoir, je lui signalerai que les ministres qui accompagnaient alors M. St-Laurent étaient l'ancien ministre du Commerce, M. C. D. Howe, et l'ancien secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui est maintenant chef de l'opposition (M. Pearson). Si l'on ne se souvient toujours pas de ce qui s'est passé, je mentionnerai l'annexe au communiqué de presse, ainsi conçue.

Pendant la conférence un contrat très important ayant trait à l'achat d'uranium et qui aidera beaucoup à exécuter le programme nucléaire en expansion du Royaume-Uni, a été approuvé. Aux termes de ce contrat, l'Administration de l'énergie atomique au Royaume-Uni achètera, au cours des cinq prochaines années, de l'uranium pour une valeur d'environ 115 millions de dollars de l'*Eldorado Mining and Refining Limited*, organisme du gouvernement canadien, qui a conclu à son tour des contrats d'achat avec certaines sociétés minières canadiennes. Les termes du contrat, arrêtés de concert avec la Commission de l'énergie atomique des États-Unis, sont analogues à ceux des contrats qui régissent les achats d'uranium que la commission effectuait de l'*Eldorado*.

On trouve ensuite le passage suivant:

Les ministres ont également étudié la possibilité de conclure des ententes afin de satisfaire les besoins du Royaume-Uni en combustibles à base d'uranium après cette période de cinq ans, et sont convenus que les organismes intéressés devraient avoir d'autres entretiens à ce sujet.

Ce dernier paragraphe était le point de départ des négociations qui se sont déroulées ultérieurement. Les engagements ainsi pris n'ont pas reçu la forme d'un contrat, comme jusqu'alors. Le Royaume-Uni avait, en effet, découvert que sa lettre d'intention portait sur une quantité d'uranium beaucoup supérieure à celle qu'il entendait utiliser et que le coût en était beaucoup plus élevé qu'il ne l'avait prévu. Il en est résulté que, pendant à peu près un an après l'envoi de la lettre d'intention, le Royaume-Uni a continué ses négociations avec les représentants de l'*Eldorado*.